

Solidarité avec les travailleurs du Venezuela ! Indépendance des organisations ouvrières à l'égard de l'État bourgeois ! Halte à l'intimidation, à la calomnie et à la violence contre les travailleurs et les activistes qui luttent pour leurs droits !

Au cours de l'été, les contradictions entre de larges parties de la classe ouvrière vénézuélienne et la bureaucratie chaviste n'ont pas arrêté d'augmenter.

1 500 000 travailleurs du secteur public du Venezuela se sont unis contre Franklin Rondón, leur dirigeant corrompu. Il a rédigé sans leur consentement un contrat collectif très éloigné des revendications ouvrières, pour de meilleures conditions de travail, pour une sensible augmentation de salaire et pour une réduction des heures de travail.

Mi-août, des délégations syndicales du FENTRASEP, dirigé par Rondón, ont tenté d'organiser une rencontre avec l'inspecteur du travail en chef au Ministère du Travail, mais ils n'ont pas été reçus -sur décision du Ministre du Travail en personne, José Ramón Rivero. Des forces de police puissantes protègent le Ministre du Travail contre la classe ouvrière vénézuélienne...

Dans l'industrie du pétrole, PDVSA, la principale entreprise d'État, est secouée par le mécontentement ouvrier. Comme dans le secteur public, l'enjeu est le contrat collectif. La nomination d'un conseil de négociation pour le contrat, sans élection préalable par les travailleurs eux-mêmes, a provoqué des piquets de grève et des manifestations contre ce mode non démocratique et autoritaire de mise en place de l'équipe de négociation.

Ces luttes s'inscrivent dans la résistance des secteurs les plus conscients de la classe ouvrière du Venezuela contre le régime de plus en plus bonapartiste d'Hugo Chávez Frias. Tout en parlant de « socialisme du 21^{ème} siècle », Chávez s'appuie ouvertement sur les entrepreneurs « socialistes », défend la propriété privée des moyens de production, et s'oppose aux syndicats de lutte de classe.

En mars, pendant le lancement de la campagne pour la construction du P« S »UV, il s'en est pris violemment à l'indépendance des syndicats. Alors que Chávez parle de « socialisme au Venezuela », sa *Guardia Nacional* attaque les travailleurs de Sanitarios Maracay et d'autres usines occupées qui revendiquent le contrôle ouvrier sur la production.

La répression contre les manifestants ouvriers a atteint un sommet le 27 septembre dans l'État d'Anzoátegui : des travailleurs qui se sont rassemblés pour affronter le « ministro del Poder Popular para la Energía y el Petróleo (Menpet) » (Ministre du Pouvoir populaire pour l'énergie et le pétrole) Rafael Ramírez sur le site de la Venezuelan Petróleo Corporation (CVP), ont été agressés par de puissantes forces de police avec des gaz lacrymogènes, des matraques et des fusils. Au moins un ouvrier a été touché au dos et a dû être hospitalisé.

Au même moment, apparaissaient des emails et des tracts anonymes cyniques et menaçants, calomniant et menaçant les travailleurs en lutte et les dirigeants de l'UNT. Ils sont traités de « rats », de saboteurs et de contre-révolutionnaires voulant détruire l'économie vénézuélienne.

Jusqu'à présent, de telles formules n'avaient été utilisées que dans les déclarations publiques pour dénoncer les forces pro-impérialistes de l'opposition bourgeoise à Chávez pendant la tentative de coup d'État en 2002. Ils visent à encourager les attaques contre les grévistes, contre les piquets de grève et contre les dirigeants syndicaux qui réclament l'indépendance des syndicats contre l'État bourgeois. La source de cette campagne semble bien être le Ministre du Travail.

En aucun cas nous ne défendons la ligne politique des dirigeants de la C-CURA, comme Orlando Chirino ou Marco García. Ils sèment des illusions en Chávez et en sa révolution « bolivarienne ». Toutefois, nous les défendons comme des militants ouvriers agressés parce qu'ils représentent, même insuffisamment, les aspirations des masses.

Nous exprimons notre solidarité avec les travailleurs vénézuéliens en lutte et nous condamnons les menaces et attaques lâches et anonymes contre les dirigeants de la C-CURA. Nous appelons toutes les organisations ouvrières à exprimer leur solidarité avec les travailleurs vénézuéliens.

Nous rejetons toute illusion en Chávez et en son projet politique : la « révolution bolivarienne » n'est qu'un nouveau piège bonapartiste contre la classe ouvrière, contre les paysans pauvres et contre les masses laborieuses du « secteur informel » des villes du Venezuela. De tels mouvements populistes, qui associent une rhétorique « gauchiste » et des mesures capitalistes violentes, ne sont pas nouveaux en Amérique latine. La classe ouvrière ne doit pas faire confiance à la bourgeoisie nationale et à ses militaires « progressistes ». Seule son action révolutionnaire sous la direction d'un parti ouvrier révolutionnaire authentique, assisté des autres fractions exploitées de la population, peut libérer le pays de la domination impérialiste et ouvrir la voie au socialisme, ce qui nécessite l'extension de la révolution prolétarienne au moins à tout le continent.

27 septembre 2007

Collectif Révolution Permanente